ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 17 août 1988, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant réforme de l'impôt sur les revenus et modifications des taxes assimilées au timbre", et en ayant délibéré en ses séances des 22, 23, 30 et 31 août 1988, a donné le 31 août 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 17 augustus 1988 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijzigingen van de met het zegel gelijkgestelde taksen", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 22, 23, 30 en 31 augustus 1988, en op 31 augustus 1988 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. A l'exception des dispositions abrogatoires de l'article 34, et des articles 39 et 40 qui modifient le Code des taxes assimilées au timbre, la loi en projet se présente formellement comme un texte autonome, alors qu'elle a pour objet principal de modifier le Code des impôts sur les revenus. Les dispositions nouvelles sont donc appelées à se superposer aux dispositions de ce Code.

Cette méthode a déjà été suivie lors de la réforme fiscale de 1963 et dans des lois plus récentes, notamment de programmation budgétaire.

Elle n'appelle pas d'objection de principe dès lors que l'article 38 du projet confie au Roi la mission de coordonner le Code des impôts sur les revenus avec les dispositions qui l'auront modifié expressément ou implicitement et d'autres dispositions législatives relatives à cette matière.

II. Même si l'arrêté royal de coordination doit être confirmé par les Chambres législatives, le Roi ne pourra pas apporter de modifications de fond aux dispositions à coordonner et devra en respecter les principes, si bien que la méthode de superposition peut s'avérer dangereuse pour la sécurité juridique en cas d'incertitude quant à la portée réelle d'une modification implicite.

L'article 3, alinéa 2, du projet en fournit un exemple, puisqu'il reproduit partiellement l'article 63, § 2, du Code des impôts sur les revenus, sans toutefois rappeler que la quote-part attribuée au conjoint aidant ne peut, en principe, dépasser les trente centièmes du total des revenus de l'activité professionnelle exercée avec l'aide du conjoint. Ledit article 63, § 2, n'étant

pas abrogé explicitement, il est permis de se demander si l'article 3, alinéa 2, du projet s'y substitue entièrement, ou si ces deux dispositions sont appelées à se compléter. Selon l'exposé des motifs (page 10, dernier alinéa), c'est la deuxième hypothèse qui doit être retenue, ce qui n'empêche que le texte gagnerait soit à être complété afin d'éliminer tout doute à ce sujet, soit à être omis, ce qui serait plus conforme à la logique de la méthode de superposition.

A défaut de s'être vu remettre une table de concordance entre les dispositions en projet et celles qui sont soit incluses dans le Code des impôts sur les revenus soit disséminées dans des lois diverses, le Conseil d'Etat, section de législation, n'a pu, dans le bref délai qui lui a été imparti, s'assurer que d'autres dispositions du projet n'appelaient pas d'observations analogues.

III. Compte tenu du fait que la loi en projet ne conservera sa présentation actuelle que jusqu'à la coordination annoncée, il ne sera pas fait d'observations à propos, notamment, des intitulés de certains chapitres du projet, dont la rédaction n'est pas conforme à l'usage.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 3.

Il se recommande d'omettre l'alinéa 2, conformément à l'observation générale II.

Article 4.

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Lorsque les revenus professionnels d'un des conjoints, au sens des articles 2 et 3, n'atteignent pas 30 p.c. du total des revenus professionnels des deux conjoints, il lui est attribué une quote-part de ces derniers revenus qui, jointe à ses propres revenus professionnels, lui permet d'atteindre 30 p.c. de ce total sans pouvoir excéder 270.000 francs".

Article 5.

Pour plus de précision, il convient de généraliser la définition des revenus professionnels, en la rendant applicable aux articles 2 à 4 plutôt qu'aux seuls articles 3 et 4.

Article 6.

1. De l'accord des fonctionnaires délégués, il y a lieu de considérer que dans les paragraphes 1er à 6, le mot "enfant" a la même acception et s'entend de tous les descendants en ligne directe et des enfants dont le contribuable assume la charge exclusive ou principale.

2. Le paragraphe 1er, 4°, d, et 5°, utilise le terme "ressources". Ce vocable, en l'espèce, manque de précision, à défaut d'une définition claire du mot "ressources". Dès lors, il serait préférable de le remplacer par les mots "revenus imposables", comme il est suggéré ci-après.

.../...

3. Etant donné que le texte soumis au Conseil d'Etat ne fait pas apparaître la distinction entre le bénéficiaire de l'exemption et la cause de l'exemption, il est proposé de rédiger le texte du paragraphe 1er comme suit :

"§ 1er. Est exemptée de l'impôt des personnes physiques selon les distinctions suivantes, une partie du revenu imposable :

1° de l'isolé : 165.000 francs;

2° de chaque conjoint : 130.000 francs;

3° du contribuable ayant à sa charge des descendants ou des enfants dont il assume la charge exclusive ou principale :

a) pour un enfant : 35.000 francs;
b) pour deux enfants : 90.000 francs;
c) pour trois enfants : 202.500 francs;
d) pour quatre enfants : 327.500 francs;
e) pour plus de quatre enfants : 327.500 francs majorés de 125.000 francs par enfant au-delà du quatrième enfant ;

4° pour toute personne à charge visée à l'article 82, § 1er, 3° à 5°, du Code des impôts sur les revenus : 35.000 francs.

Un enfant atteint à 66 p.c. ... (la suite comme au projet).

Un enfant décédé est censé ... (la suite comme au projet).

.../...

En outre, il est ajouté aux montants précités un complément :

1° de 35.000 francs pour le veuf ou la veuve, non remarié, ainsi que pour le père ou la mère célibataire ayant un ou plusieurs enfants à charge;

2° de 35.000 francs pour l'isolé, le conjoint ou la personne visée au 4° de l'alinéa 1er, atteint d'un handicap;

3° de 35.000 francs pour l'isolé, pendant l'année de son mariage, lorsque son conjoint n'a pas bénéficié de revenus imposables d'un montant net supérieur à 60.000 francs;

4° de 95.000 francs pour l'isolé, pendant l'année de la dissolution de son mariage par décès, lorsque son conjoint n'a pas bénéficié de revenus imposables d'un montant net supérieur à 60.000 francs.

La personne décédée, visée à l'article 82, § 1er, 3° à 5°, du même Code, est censée faire partie du ménage du contribuable au 1er janvier de l'exercice d'imposition qui suit l'année de son décès, à condition qu'elle ait déjà été à charge pour l'exercice d'imposition antérieur".

.../...

Paragraphe 3.

Si la rédaction proposée ci-avant est retenue, il y a lieu d'écrire au début du paragraphe : "Les montants visés au paragraphe 1er, alinéa 1er, 3° et 4°, et alinéa 4, 2°".

Paragraphe 4.

A l'alinéa 1er du paragraphe, il y a lieu d'écrire : "Pour l'application du paragraphe 1er, alinéa 4, 2°".

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, le bénéfice de la réduction prévue au même alinéa est subordonné à la double condition que le handicap soit survenu et ait été constaté avant l'âge de soixante-cinq ans. Le texte de l'exposé des motifs doit être adapté en conséquence.

Paragraphe 5.

Mieux vaut écrire, dans le texte français, "les autorités" au lieu de "les instances".

.../...

Article 8.

Dans le texte français du paragraphe 1er, il convient de remplacer les mots "les dispositions légales particulières y afférentes" par les mots "les dispositions législatives particulières relatives à la matière", par souci de concordance avec la manière dont le texte français de l'article 38, § 1er, alinéa 1er, du projet est rédigé.

Au paragraphe 2, alinéa 2, du texte français, il y a lieu d'écrire :

"Pour le calcul du coefficient, on arrondit de la manière suivante :

a) ...".

L'adaptation des montants visés au paragraphe 3, première phrase, serait effectuée, selon la seconde phrase, par le Roi à l'occasion de la péréquation générale des revenus cadastraux. Pour ce faire, le Roi disposerait d'un pouvoir d'appréciation certain, puisque le projet ne lie pas cette adaptation à des éléments objectifs.

.../...

La disposition en projet est contraire à l'article 112, alinéa 2, de la Constitution, aux termes duquel seule la loi peut modifier les montants des sommes exonérées d'impôts.

Article 10.

Le paragraphe 1er ne fait que reproduire la règle énoncée à l'article 188, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus, sans en modifier la portée. Il serait, dès lors, préférable d'omettre ledit paragraphe et d'omettre corrélativement la disposition abrogatoire prévue par l'article 34, § 1er, 26°.

Article 11.

A la fin du texte français de l'article, il y a lieu d'écrire : " ... sont immunisées de l'impôt des personnes physiques, pour autant qu'elles soient allouées ou attribuées en même temps que les pensions, rentes ...".

Article 12.

De l'accord des fonctionnaires délégués, la rédaction suivante est proposée pour le début du paragraphe 1er et pour le paragraphe 3.

.../...

"§ 1er. Sont considérées comme charges professionnelles déductibles au même titre que les cotisations visées à l'article 45, 5°, du Code des impôts sur les revenus, les sommes que le contribuable a versées ...".

"§ 3. La limite de 80 p.c. prévue à l'article 45, 3°, b, du même Code doit s'apprécier au regard de l'ensemble des pensions légales, pensions extra-légales, exprimées en rentes annuelles, et pensions constituées par des cotisations patronales visées à cette disposition et par des cotisations personnelles visées au paragraphe 2, 1°, du présent article, ou attribuées par l'employeur aux conditions prévues par l'article 45, 6°, du même Code. Les prestations résultant de contrats individuels d'assurance-vie, visés à l'article 13, § 1er, 1°, de la présente loi n'entrent pas en ligne de compte".

Article 13.

Paragraphe 1er.

1. Le paragraphe 4 ne fait que compléter la phrase introductive du paragraphe 1er. Il est suggéré d'intégrer ce paragraphe 4 dans cette phrase, ainsi qu'il suit :

"§ 1er. Sont déduites du total ... ou aux articles 3 à 5 de la présente loi, mais à l'exception des revenus imposés distinctement en application de l'article 93 du même Code : ...".

.../...

2. Usant d'une technique fréquemment utilisée, le texte présente dans le paragraphe 1er trois cas de déduction, dont les deux premiers sont développés dans le paragraphe 2 et le troisième dans le paragraphe 3.

Il semble plus pratique de réunir la matière dans le paragraphe 3 et de supprimer le paragraphe 1er, 3°.

Un texte sera proposé ci-après.

Paragraphes 2 et 3.

Le paragraphe 2 vise à appliquer aux dispositions nouvelles les modalités énoncées pour les mêmes dispositions anciennes par les articles 55, 56, § 1er, et 57 du Code des impôts sur les revenus. Les références que contiennent ces articles devraient être adaptées sinon leur application aux nouvelles dispositions ne peut se fonder que sur la similitude des textes.

Aux paragraphes 2, a, et 3, alinéa 1er, deuxième phrase, il est précisé que chaque conjoint peut bénéficier de la déduction s'il réunit les conditions fixées. Ces mentions sont inutiles et de surcroît génératrices d'insécurité juridique, un raisonnement a contrario pouvant conduire à la conclusion que les autres déductions ne peuvent bénéficier qu'à un seul des conjoints. Elles doivent donc être omises.

.../...

L'article 13, § 3, alinéas 2 et 3, soumet la déduction à la condition que le contribuable produise à l'appui de ses déclarations de six périodes imposables la preuve de la conservation des actions ou parts souscrites. Si lesdites actions sont au porteur et ne produisent pas de dividendes, la preuve ne pourra être apportée que par la présentation des actions au contrôleur des contributions.

L'article 13, § 3, alinéa 7, donne au Roi le pouvoir de majorer le montant des sommes faisant l'objet de l'exonération. Cette disposition reproduit celle qui figure à l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 1986 instaurant un régime d'épargne du 3e âge ou d'épargne-pension, pris en vertu d'un pouvoir spécial accordé par la loi du 4 août 1986 et soumis à confirmation législative.

Dans son avis L. 17.706 du 11 décembre 1986, le Conseil d'Etat avait observé que l'attribution au Roi du pouvoir d'accroître l'exemption fiscale était en contradiction avec l'article 112, alinéa 2, de la Constitution. A titre subsidiaire, il convient de noter que la disposition en projet est rédigée de manière ambiguë et contient, au surplus, une discordance entre ses versions française et néerlandaise.

A l'article 13, § 3, alinéa 8, la mention de l'exonération "lorsque la cession résulte ... d'une circonstance de force majeure", a été omise. Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, cette omission est intentionnelle.

.../...

Au même alinéa 8 du paragraphe 3, il ne convient pas de calculer le soixantième sur le prix d'acquisition des actions et parts, qui peut être supérieur aux sommes qui ont été déduites, et ce en raison de la limite des 20.000 francs.

La cession envisagée en cas de décès ne résulte pas du décès lui-même. Celui-ci ne constitue pas une cause de cession. Il s'agit de toute cession postérieure au décès, effectuée par les héritiers.

Il est proposé de rédiger le paragraphe 3 comme suit :

"§ 3. Sont également déduites du même total des revenus professionnels, à concurrence de 20.000 francs par contribuable ou conjoint et par période imposable, les sommes consacrées à la souscription et à la libération en numéraire d'actions ou parts, ... (la suite comme à l'article 13, § 1er, 3°, du projet).

La déduction est subordonnée à la condition que le contribuable produise, à l'appui de sa déclaration relative à la période imposable pour laquelle la déduction est opérée, ... (la suite comme à l'article 13, § 3, alinéa 2, du projet).

Le maintien de la déduction ... (la suite comme à l'article 13, § 3, alinéa 3, du projet).

En cas de cession au cours des cinq ans suivant leur acquisition, des actions ou parts, visées à l'alinéa 1er, le contribuable est imposé au titre du revenu professionnel visé à l'article 20, 2°, a, du même Code, sur un montant correspondant à autant de fois un soixantième des sommes déduites des revenus professionnels, qu'il reste de mois entiers à courir jusqu'à l'expiration du délai de cinq ans.

.../...

Les alinéas 3 et 4 ne sont pas applicables dans les cas où la cession intervient après le décès du contribuable.

La déduction ne peut être cumulée avec le compte-épargne ou l'assurance-épargne, visés à l'article 72, § 2, du même Code".

Articles 15, 16 et 17.

De l'accord des fonctionnaires délégués, il est proposé de modifier l'ordre des articles de la manière suivante :

- l'article 16 devient l'article 15;

- l'article 17, § 1er et § 3, forme l'article 16;

- l'article 17, § 2, et l'article 15 deviennent l'article 17.

Les articles précités appellent, par ailleurs, les observations suivantes :

Article 16 du projet (devenant l'article 15).

Le paragraphe 2, a, prévoit que les déductions pour garde d'enfants ne sont déduites qu'à la condition que le contribuable bénéficie de revenus professionnels visés à l'article 20, 1°, 2° ou 3°, du Code des impôts sur les revenus.

On ne voit pas la raison pour laquelle sont exclus du bénéfice de cette déduction, les bénéficiaires de revenus visés aux articles 20, 5°, et 32bis du Code des impôts sur les revenus, c'est-à-dire les bénéficiaires de pensions se rattachant directement ou indirectement à une activité professionnelle, ou d'allocations qui constituent la réparation totale d'une perte permanente de rémunérations.

Dans sa conception actuelle, le texte de l'article 16, § 2, b, qui subordonne la déductibilité des sommes dépensées pour la garde d'enfants, à l'existence d'un contrôle par "Kind en Gezin" ou par l'Office de la naissance et de l'enfance" sur les personnes à qui ces sommes sont payées, ne saurait être appliqué en ce qui concerne la Communauté germanophone.

En effet, il n'existe pas, au sein de ladite Communauté, d'établissement public similaire aux institutions précitées et le projet de décret "créant un Fonds pour l'enfance, visant la reprise de certains membres du personnel de l'Oeuvre nationale de l'enfance et portant réglementation de l'hébergement d'enfants de moins de sept ans" qu'a adopté le Conseil de la Communauté germanophone, ne prévoit pas la création de pareil organisme (1).

De l'avis des fonctionnaires délégués, la rédaction de l'article 16, § 2, b, doit être adaptée pour tenir compte de cette particularité.

+

.../...

---

(1) R.D.G. 51 (1987-1988), n°s 1 à 4, compte-rendu in extenso, séance plénière du 9 mai 1988, pp. 706-723.

Il y a lieu de remarquer que dans l'article 16, § 2, b, le texte néerlandais utilise le mot "kindertehuizen" pour le mot français "crèches".

"Kindertehuizen" est plus large et doit être remplacé par le mot "kinderdagverblijven".

Article 17, § 1er et § 3 (devenant l'article 16).

Les dispositions ne soulèvent pas d'observation. La division en paragraphes est toutefois inutile.

Article 17, § 2, et article 15 (devenant l'article 17).

De l'accord des fonctionnaires délégués, la rédaction suivante est proposée :

"Article 17.-

Lorsque la cotisation est établie au nom des deux conjoints, les charges déductibles de l'ensemble des revenus nets imposables des deux conjoints, à l'exception de celles qui sont visées aux articles 71, § 1er, 3° et 72 du Code des impôts sur les revenus, sont imputées suivant la règle proportionnelle sur les revenus nets de chacun des conjoints.

Les charges exceptées en vertu de l'alinéa 1er sont ensuite imputées par priorité sur les revenus du contribuable qui les a supportées. Le solde éventuel est imputé sur les revenus de son conjoint".

Article 18.

De l'accord des fonctionnaires délégués, la rédaction suivante est proposée :

"Article 18.-

Les réductions d'impôt prévues par l'article 87ter, § 2, 1°, 3° et 7°, du Code des impôts sur les revenus, sont calculées en appliquant au revenu imposable supposé servant de base au calcul, l'exemption prévue à l'article 6, § 1er, 1° ou 2°, de la présente loi, selon qu'il s'agit d'un isolé ou de conjoints. Dans ce calcul, l'exemption prévue à l'article 6, § 1er, 2°, n'est appliquée qu'une seule fois".

Article 19.

La fin du texte pourrait être rédigée plus simplement comme suit : "... le dégrèvement d'office des surtaxes résultant du défaut d'application de l'article 6".

Article 21.

Cette disposition pourrait être rédigée de manière plus précise. Le texte suivant est proposé :

"La taxe annuelle sur les participations bénéficiaires, prévue par l'article 183bis du Code des taxes assimilées au timbre, n'est déductible, pour la détermination du revenu imposable, qu'à concurrence de 50 p.c.".

.../...

Article 22.

Pour définir les dépenses et charges professionnelles afférentes à l'utilisation des voitures, voitures mixtes et minibus, l'article 22 ne se réfère ni à une disposition particulière, ni même à l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur, mais à "la réglementation" relative à l'immatriculation des véhicules à moteur. Cette référence conduit à donner au Roi la possibilité de modifier de manière indirecte le volume des dépenses et charges professionnelles qui pourront être prises en considération. Cette habilitation n'est pas compatible avec les principes constitutionnels en la matière. Il y aurait lieu de faire directement référence à l'arrêté royal du 31 décembre 1953 précité et aux définitions qu'il contient. Ainsi précisée, cette référence aura pour effet que ce sont les définitions contenues dans ledit arrêté royal qui seront applicables et qu'elles ne pourront être affectées par des modifications éventuelles dudit arrêté.

Article 27.

Le texte en projet fait état des "revenus en question", alors que ceux-ci ne sont pas cités auparavant.

Il conviendrait dès lors d'écrire :

"... est imputé sur l'impôt dû par le bénéficiaire des revenus assortis de ce crédit d'impôt, et le solde éventuel sur l'impôt dû par son conjoint".

.../...

Article 31.

Le texte suivant est proposé :

"Le précompte mobilier est imputable, dans le chef des bénéficiaires de revenus visés à l'article 11bis du Code des impôts sur les revenus, et de revenus d'obligations, de bons de caisse et d'autres effets similaires, en proportion de la période de détention du titre".

Article 32.

Dans le paragraphe 2, l'emploi de l'article défini et l'absence de toute précision donne l'impression que le remploi qui est en cause est le même qu'au paragraphe 1er, c'est-à-dire celui qui est visé à l'article 35, § 1er, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus.

L'exposé des motifs donne au contraire une portée plus large à la disposition.

Il conviendrait dès lors d'écrire :

"Lorsqu'un remploi pour l'immunisation de plus-values est effectué en actions ou parts, il doit s'agir d'actions ou de parts de sociétés ou d'autres personnes morales visées aux articles 98, 100 et 102 dudit Code".

Paragraphe 3.

A la fin du paragraphe, dans le texte français, il convient d'écrire "constitués" au lieu de "constituées".

.../...

Article 34.

Le paragraphe 1er, 6°, prévoit l'abrogation de l'article 54. Le 4° de cet article est abrogé sans qu'il lui soit substitué un autre texte.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, la raison de l'abrogation de cette disposition est due à l'absence d'application de celle-ci dans la pratique.

Article 35.

1. L'article 35 du projet permet à l'administration des contributions directes d'utiliser le numéro d'identification des personnes physiques inscrites au Registre national dans les relations externes avec les personnes physiques ou morales et les associations de fait qui sont tenues de fournir des renseignements au sujet du titulaire de ce numéro, dans le cadre des obligations qui leur sont imposées par une disposition législative ou réglementaire relative aux impôts sur les revenus.

Cette disposition peut viser en ordre principal les employeurs et tout organisme, entreprise ou société qui attribuent des commissions, courtages, avantages pécuniaires sous diverses formes, ainsi que des traitements et salaires. Mais elle permet aussi d'utiliser le numéro du Registre national avec n'importe quelle personne puisque l'article 228 du Code des impôts sur les revenus autorise l'administration à requérir des personnes physiques ou morales ainsi que des sociétés et associations n'ayant pas la personnalité juridique, la production de tous renseignements qu'elle juge nécessaires à l'effet d'assurer la juste perception de l'impôt.

.../...

L'avis de la Commission consultative de la protection de la vie privée, instituée par l'article 12 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, a été demandé par le Ministre des Finances le 22 août 1988.

Faute de pouvoir disposer de cet avis et sous réserve des modifications qui pourraient être apportées au projet à la suite de cette consultation, le Conseil d'Etat doit se limiter à constater que le projet tend à diffuser la connaissance du numéro d'identification, alors que la loi du 8 août 1983 n'entendait voir user de celui-ci que d'une manière limitée.

Il convient en outre d'observer, à propos du paragraphe 6, que si le Ministre des Finances, dans sa demande d'avis précitée, affirme que "la mesure en projet s'inspire de ce qui a été réalisé dans le domaine social", le projet accorde à l'administration des contributions directes, notamment lorsqu'elle demande des renseignements à d'autres personnes que les employeurs, des pouvoirs plus étendus que ceux dont bénéficient les organismes de sécurité sociale.

2. Au paragraphe 5, il y a lieu de remplacer les mots "sont assimilées à" par le mot "constituent" et le mot "sanctionnées" par le mot "punissables".

.../...

Article 37.

Le paragrpahe 1er, 1°, serait plus clair s'il était rédigé comme suit :

"1° en ce qui concerne les articles 1er à 5, l'article 6, § 1er, 1°, 2° et 3°, alinéas 1er et 2, 4° et 5°, et § 2 à § 6, les articles 7, 9 à 12, 13, § 1er, § 2, a, § 3 et § 4, les articles 14 à 20, 22 à 30 et 32 à 34, à partir de l'exercice d'imposition 1990;".

Les paragraphes 2 à 5 devraient constituer un article distinct, placé sous l'intitulé "Dispositions transitoires".

Article 38.

Dans le texte français du paragraphe 1er, alinéas 3, 4 et 5, le mot "ratification" doit être remplacé par le mot "confirmation".

D'autre part, à l'alinéa 3, la précision apportée par les mots "si elles sont réunies, sinon au début de leur plus prochaine session" est superflue.

Article 40.

L'article 183decies, alinéa 2, en projet, fixe un délai maximum de remboursement de deux ans, à compter

du jour où l'action est née. Toutefois, la même disposition habilite le Roi à fixer, dans la limite de temps précitée, "le délai dans lequel le remboursement doit être demandé". Il en résulte que le délai de deux ans fixé par le législateur pourra être réduit par le Gouvernement, à sa discrétion. Une habilitation aussi large pourrait priver la disposition en projet de toute signification.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Met uitzondering van de opheffingsbepalingen van artikel 34 en van de artikelen 39 en 40, die het Wetboek van de met het zegel gelijkgestelde taksen wijzigen, wordt de ontworpen wet formeel aangediend als een zelfstandige tekst, ofschoon het voornaamste oogmerk ervan is het Wetboek van de inkomstenbelastingen te wijzigen. De nieuwe bepalingen zijn dus bedoeld om bovenop bepalingen van dat Wetboek te komen.

Een dergelijke werkwijze is reeds gevolgd ten tijde van de belastinghervorming van 1963 en in recentere wetten, onder meer in wetten tot programmering van de begroting.

Zij geeft geen aanleiding tot enige principiële opmerking daar artikel 38 van het ontwerp de Koning opdracht geeft om het Wetboek van de inkomstenbelastingen te coördineren met de bepalingen die het uitdrukkelijk of stilzwijgend zullen hebben gewijzigd, alsmede met andere wetsbepalingen omtrent die materie.

II. Ook al dient het koninklijk besluit tot coördinatie door de Wetgevende Kamers te worden bekrachtigd, toch zal de Koning de te coördineren bepalingen niet naar de inhoud kunnen wijzigen en zal Hij er de beginselen van moeten ontzien, zodat de wetgevingstechniek die nieuwe bepalingen bovenop de bestaande bepalingen doet komen, gevaarlijk voor de rechtszekerheid kan blijken te zijn als er onzekerheid over de werkelijke strekking van een impliciete wijziging zou ontstaan.

.../...

Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp is hier een voorbeeld van, aangezien het artikel 63, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen gedeeltelijk overneemt, maar niet in herinnering brengt dat het aan de medehelpende echtgenoot toegekende gedeelte in beginsel niet hoger mag zijn dan dertig honderdste van het totaal van het inkomen van de beroepswerkzaamheid die met de hulp van de echtgenoot wordt uitgeoefend. Aangezien dat artikel 63, § 2, niet uitdrukkelijk wordt opgeheven, rijst de vraag of artikel 3, tweede lid, van het ontwerp er volledig de plaats van inneemt, dan wel of het de bedoeling is dat die twee bepalingen elkaar aanvullen. Volgens de memorie van toelichting (blz. 10, laatste lid) moet voor de tweede mogelijkheid worden gekozen, wat niet wegneemt dat het de duidelijkheid ten goede zou komen als de tekst werd aangevuld om alle twijfel hieromtrent weg te nemen, ofwel werd weggelaten, wat meer in overeenstemming zou zijn met de logica van de wetgevingstechniek die nieuwe bepalingen bovenop de bestaande bepalingen doet komen.

Nu hem geen concordantietabel is bezorgd met enerzijds de ontworpen bepalingen en anderzijds de bepalingen welke in het Wetboek van de inkomstenbelastingen staan of verspreid liggen over verscheidene wetten, is de Raad van State, afdeling wetgeving, in de korte termijn die hem is toegemeten, niet bij machte geweest om na te gaan of bij andere bepalingen van het ontwerp geen soortgelijke opmerkingen te maken zijn.

.../...

III. Aangezien de ontworpen wet haar huidige inkleding maar zal bewaren tot na de aangekondigde coördinatie, worden geen opmerkingen gemaakt onder meer over het, niet op de gebruikelijke wijze geredigeerde opschrift van bepaalde hoofdstukken van het ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 3.

Het is geraden het tweede lid weg te laten overeenkomstig de algemene opmerking II.

Artikel 4.

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Wanneer de bedrijfsinkomsten van een van de echtgenoten, in de zin van de artikelen 2 en 3, minder bedragen dan 30 pct. van het totaal van de bedrijfsinkomsten van beide echtgenoten, wordt hem van die laatste inkomsten een zodanig gedeelte toegekend, dat hij, als het bij zijn eigen bedrijfsinkomsten wordt gevoegd, 30 pct. van dat totaal kan bereiken, zonder 270.000 frank te overschrijden".

Artikel 5.

Met het oog op een grotere nauwkeurigheid behoort aan de definitie van de bedrijfsinkomsten algemene gelding te worden gegeven door ze toepasselijk te maken op de artikelen 2 tot 4, liever dan op de artikelen 3 en 4 alleen.

Artikel 6.

1. Ook de gemachtigde ambtenaren zijn van gedachte dat men ervan uit moet gaan dat het woord "kind" in de paragrafen 1 tot 6 dezelfde betekenis heeft en dat daaronder moeten worden verstaan alle afstammelingen in de rechte lijn en de kinderen die volledig of hoofdzakelijk ten laste van de belastingplichtige zijn.

2. In paragraaf 1, 4°, d, en 5° wordt de term "bestaansmiddelen" gebruikt. Dit woord is in het onderhavige geval niet nauwkeurig genoeg, bij gebreke van een duidelijke definitie van de term "bestaansmiddelen". Het zou bijgevolg verkieslijk zijn het te vervangen door de woorden "belastbaar inkomen", zoals verderop wordt voorgesteld.

.../...

3. Aangezien het onderscheid tussen degene die de vrijstelling geniet en de reden van vrijstelling niet tot uiting komt in de tekst die aan de Raad van State is voorgelegd, wordt voorgesteld paragraaf 1 in de volgende bewoordingen te stellen :

"§ 1. Van de personenbelasting wordt vrijgesteld, volgens het hiernavolgende onderscheid, een gedeelte van het belastbaar inkomen :

1° van de alleenstaande : 165.000 frank;

2° van iedere echtgenoot : 130.000 frank;

3° van de belastingplichtige met afstammelingen ten laste of met kinderen die hij volledig of hoofdzakelijk ten laste heeft :

a) voor één kind : 35.000 frank;
b) voor twee kinderen : 90.000 frank;
c) voor drie kinderen : 202.500 frank;
d) voor vier kinderen : 327.500 frank;
e) voor meer dan vier kinderen : 327.500 frank plus 125.000 frank per kind boven het vierde kind;

4° voor iedere in artikel 82, § 1, 3° tot 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde persoon ten laste : 35.000 frank.

Een kind dat voor ten minste 66 pct. ... (voorts zoals in het ontwerp).

.../...

Een overleden kind wordt geacht ... (voorts zoals in het ontwerp).

Bovendien worden de voornoemde bedragen verhoogd :

1° met 35.000 frank voor de niet-hertrouwde weduwnaar of weduwe, alsook voor de ongehuwde vader of moeder die een of meer kinderen ten laste heeft;

2° met 35.000 frank voor de gehandicapte alleenstaande, echtgenoot of in het eerste lid, 4°, bedoelde persoon;

3° met 35.000 frank voor de alleenstaande, gedurende het jaar van zijn huwelijk, wanneer zijn echtgenoot geen hogere netto-belastbare inkomsten heeft gehad dan 60.000 frank;

4° met 95.000 frank voor de alleenstaande, gedurende het jaar van de ontbinding van zijn huwelijk door overlijden, wanneer zijn echtgenoot geen hogere nettobelastbare inkomsten heeft gehad dan 60.000 frank.

.../...

De overledene, bedoeld in artikel 82, § 1, 3° tot 5°, van hetzelfde Wetboek, wordt geacht deel uit te maken van het gezin van de belastingplichtige op 1 januari van het aanslagjaar dat volgt op het jaar van het overlijden, op voorwaarde dat hij reeds voor het vorige aanslagjaar ten laste was".

Paragraaf 3.

Als de hierboven voorgestelde tekst wordt aangenomen, schrijve men aan het begin van de paragraaf : "Nadat paragraaf 2 is toegepast, worden de in paragraaf 1, eerste lid, 3° en 4°, en vierde lid, 2°, vermelde bedragen ...".

Paragraaf 4.

In het eerste lid van de paragraaf schrijve men : "Voor de toepassing van paragraaf 1, vierde lid, 2°".

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, kan op de vermindering waartoe in hetzelfde lid besloten wordt pas aanspraak worden gemaakt als voldaan is aan de tweevoudige voorwaarde dat de handicap vóór de leeftijd van vijfenzestig jaar ontstaan en geconstateerd is. De tekst van de memorie van toelichting moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Paragraaf 5.

In de Franse tekst schrijve men "les autorités" in plaats van "les instances".

Artikel 8.

In de Franse tekst van paragraaf 1 behoren de woorden "les dispositions légales particulières y afférentes" te worden vervangen door de woorden "les dispositions législatives particulières relatives à la matière", ter wille van de overeenstemming met de manier waarop de Franse tekst van artikel 38, § 1, eerste lid, van het ontwerp geredigeerd is.

In paragraaf 2, tweede lid, van de Franse tekst, schrijve men :

"Pour le calcul du coefficient, on arrondit de la manière suivante :

a) ...".

De aanpassing van de in paragraaf 3, eerste volzin, bedoelde bedragen, zou, volgens de tweede volzin door de Koning worden verricht ter gelegenheid van de algemene perekwatie van de kadastrale inkomens. De Koning zou daarbij over een bepaalde beoordelingsbevoegdheid beschikken, aangezien het ontwerp die aanpassing niet aan objectieve gegevens bindt.

De ontworpen bepaling is strijdig met artikel 112, tweede lid, van de Grondwet, krachtens hetwelk alleen de wet de van belasting vrijgestelde sommen vermag te wijzigen.

.../...

Artikel 10.

Paragraaf 1 neemt gewoon de in artikel 188, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen geformuleerde regel over zonder de strekking ervan te wijzigen. Het zou derhalve verkieslijk zijn de bedoelde paragraaf achterwege te laten en, in samenhang daarmee, ook de opheffingsbepaling, bedoeld in artikel 34, § 1, 26°, te schrappen.

Artikel 11.

Aan het slot van het artikel schrijve men in de Franse tekst : "... sont immunisées de l'impôt des personnes physiques, pour autant qu'elles soient allouées ou attribuées en même temps que les pensions, rentes ...".

Artikel 12.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren wordt de volgende redactie voorgesteld voor het begin van paragraaf 1 en voor paragraaf 3.

"§ 1. Als bedrijfslasten aftrekbaar op dezelfde grond als de bijdragen bedoeld in artikel 45, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, worden beschouwd, de sommen die de belastingplichtige voor zichzelf en ...".

.../...

"§ 3. De in artikel 45, 3°, b, van hetzelfde Wetboek bedoelde beperking tot 80 pct. moet worden beoordeeld ten opzichte van het geheel van de wettelijke pensioenen, extra-wettelijke pensioenen, uitgedrukt in jaarlijkse renten, en de pensioenen gevormd met werkgeversbijdragen bedoeld in die bepaling en met persoonlijke bijdragen bedoeld in paragraaf 2, 1°, van dit artikel, of door de werkgever toegekend onder de bij artikel 45, 6°, van hetzelfde Wetboek bepaalde voorwaarden. De uitkeringen die voortvloeien uit individuele levensverzekeringscontracten, bedoeld in artikel 13, § 1, 1°, van deze wet worden niet in aanmerking genomen".

Artikel 13.

Paragraaf 1.

1. Paragraaf 4 is alleen maar een aanvulling van de volzin die paragraaf 1 inleidt. Er wordt in overweging gegeven die paragraaf 4 als volgt in die volzin in te passen :

"§ 1. Het totaal van ... of de artikelen 3 tot 5 van deze wet bepaalde bedrijfsinkomsten, maar met uitzondering van de inkomsten die afzonderlijk worden belast overeenkomstig artikel 93 van hetzelfde Wetboek, wordt verminderd met : ...".

2. In paragraaf 1 van de tekst worden, volgens een vaak gebruikte techniek, drie aftrekmogelijkheden aangegeven, waarvan de eerste twee nader uiteengezet worden in paragraaf 2 en de derde in paragraaf 3.

Uit een praktisch oogpunt lijkt het beter alles wat de derde aftrekmogelijkheid betreft in paragraaf 3 samen te brengen en paragraaf 1, 3°, te doen vervallen.

Hierna wordt een tekst voorgesteld.

Paragrafen 2 en 3.

Paragraaf 2 wil voor de nieuwe bepalingen de nadere regels doen gelden die voor dezelfde, vroegere bepalingen geformuleerd zijn in de artikelen 55, 56, § 1, en 57 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. De verwijzingen welke in die artikelen voorkomen zouden moeten worden aangepast, want anders zou de toepassing ervan op de nieuwe bepalingen alleen kunnen berusten op de gelijksoortigheid van de teksten.

In de paragrafen 2, a, en 3, eerste lid, tweede zin, wordt gepreciseerd dat iedere echtgenoot voor de aftrek in aanmerking komt indien hij de gestelde voorwaarden vervult. Die vermeldingen zijn overbodig en kunnen bovendien tot rechtsonzekerheid leiden aangezien een redenering a contrario tot het besluit kan voeren dat slechts een van de echtgenoten op de andere aftrekmogelijkheden aanspraak kan maken. Zij dienen dus te vervallen.

Artikel 13, § 3, tweede en derde lid, maakt de aftrek afhankelijk van de voorwaarde dat de belastingplichtige tot staving van zijn aangiften van zes belastbare

.../...

tijdperken het bewijs levert dat de aandelen waarop hij heeft ingeschreven, nog in zijn bezit zijn. Als het aandelen aan toonder betreft en deze geen dividenden opleveren, zal het bewijs alleen kunnen worden geleverd door overlegging van de aandelen aan de controleur van de belastingen.

Artikel 13, § 3, zevende lid, verleent de Koning de bevoegdheid om het bedrag van de sommen waarvoor de vrijstelling geldt te verhogen. Het neemt de bepaling over welke voorkomt in artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 22 december 1986 tot invoering van een stelsel van derdeleeftijds- of pensioensparen, welk besluit is vastgesteld krachtens een bij de wet van 4 augustus 1986 verleende bijzondere macht en onderworpen was aan bekrachtiging door de wetgever.

In zijn advies L. 17.706 van 11 december 1986 had de Raad van State erop gewezen dat het toekennen van de bevoegdheid aan de Koning om de belastingvrijstelling te verhogen strijdig was met artikel 112, tweede lid van de Grondwet. In bijkomende orde valt op te merken dat de ontworpen bepaling dubbelzinnig gesteld is en bovendien een discrepantie bevat tussen de Nederlandse en de Franse tekst.

In artikel 13, § 3, achtste lid, in de vermelding van de vrijstelling "wanneer de overdracht te wijten is ... aan een geval van overmacht" weggelaten. Naar aan de Raad van State is verklaard, is die vermelding opzettelijk weggelaten.

.../...

In hetzelfde achtste lid van paragraaf 3 gaat het niet op, het zestigste te berekenen op de aanschaffingsprijs van de aandelen, welke prijs, wegens de beperking tot 20.000 fr., hoger kan liggen dan de sommen die afgetrokken zijn.

De beoogde overdracht in geval van overlijden volgt niet uit het overlijden zelf. Dat levert geen grond van overdracht op. Het gaat hier om elke overdracht na het overlijden, verricht door de erfgenamen.

Voorgesteld wordt, paragraaf 3 als volgt te redigeren :

"§ 3. Hetzelfde totaal van de bedrijfsinkomsten wordt tot een beloop van 20.000 frank per belastingplichtige of echtgenoot en per belastbaar tijdperk verminderd met de bedragen besteed aan de inschrijving op en de volstorting in geld van aandelen die een fractie, ... (voorts zoals in artikel 13, § 1, 3°, van het ontwerp).

De aftrek wordt slechts toegekend als de belastingplichtige tot staving van zijn aangifte betreffende het belastbaar tijdperk waarvoor de aftrek is verricht, de stukken overlegt waaruit blijkt dat de aandelen zijn aangeschaft en ... (voorts zoals in artikel 13, § 3, tweede lid, van het ontwerp).

De aftrek wordt slechts behouden ... dat de aandelen waarvoor ... (voorts zoals in artikel 13, § 3, derde lid, van het ontwerp).

.../...

Ingeval de in het eerste lid bedoelde aandelen overgedragen worden tijdens de vijf jaar volgend op de aanschaffing ervan, wordt als bedrijfsinkomsten bedoeld in artikel 20, 2°, a, van hetzelfde Wetboek, belast een bedrag dat gelijk is aan zoveel maal een zestigste van de bedragen waarmee de bedrijfsinkomsten zijn verminderd, als er volle maanden te lopen blijven tot het einde van de termijn van vijf jaar.

Het derde en het vierde lid zijn niet van toepassing wanneer de overdracht geschiedt na het overlijden van de belastingplichtige.

De aftrek kan niet worden samengevoegd met de spaarrekening of de spaarverzekering bedoeld in artikel 72, § 2, van hetzelfde Wetboek".

Artikelen 15, 16 en 17.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren, wordt voorgesteld de volgorde van de artikelen in dien voege te wijzigen :

- artikel 16 wordt artikel 15;

- artikel 17, § 1 en § 3, vormt artikel 16;

- artikel 17, § 2, en artikel 15 worden artikel 17.

Bij de voormelde artikelen behoren bovendien de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

Artikel 16 van het ontwerp (dat artikel 15 wordt).

Paragraaf 2, a, bepaalt dat de uitgaven voor kinderoppas slechts afgetrokken kunnen worden als de belastingplichtige bedrijfsinkomsten geniet als bedoeld in artikel 20, 1°, 2° of 3°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Het is niet duidelijk waarom de inkomentrekkers bedoeld in de artikelen 20, 5°, en 32bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, d.w.z. de trekkers van pensioenen die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op een beroepswerkzaamheid, of degenen die toelagen ontvangen die het gehele herstel van een bestendige derving van bezoldigingen uitmaken, geen aanspraak hebben op die aftrek.

Zoals de tekst van artikel 16, § 2, b, thans is ontworpen, zou hij niet op de Duitstalige Gemeenschap kunnen worden toegepast; hij stelt immers als voorwaarde voor de aftrekbaarheid van de bedragen die aan kinderoppas worden uitgegeven, dat controle wordt uitgeoefend door "Kind en Gezin" of door het "Office de la naissance et de l'enfance" op de personen aan wie die bedragen worden uitbetaald.

In de zoëven genoemde Gemeenschap bestaat er immers geen soortgelijke openbare instelling als de voornoemde instellingen en het ontwerp-decreet dat de benaming draagt : "Dekretentwurf zur Schaffung eines Kinderhilfsfonds, zur Übernahme gewisser Personalmitglieder des nationalen Kinderhilfswerks sowie zur Regelung der Beherbergung von Kindern unter sieben Jahren", dat door de Raad

van de Duitstalige Gemeenschap is aangenomen, voorziet niet in de oprichting van zo'n instelling (1).

Naar de mening van de gemachtigde ambtenaren behoort de redactie van artikel 16, § 2, b, derwijze te worden aangepast dat met die bijzondere situatie rekening wordt gehouden.

+

Op te merken valt dat in artikel 16, § 2, b, de Nederlandse tekst "kindertehuizen, gebruikt voor het Frans "crèches".

"Kindertehuizen" is veel ruimer en zou moeten worden vervangen door het woord "kinderdagverblijven".

Artikel 17, § 1 en § 3 (dat artikel 16 wordt).

De bepalingen geven geen aanleiding tot enige opmerking. De indeling in paragrafen is evenwel overbodig.

.../...

---

(1) R.D.G. (1987-1988) nrs. 1 tot 4, "Ausführlicher Bericht". Voltallige vergadering van 9 mei 1988, blz. 706-723.

Artikel 17, § 2, en artikel 15 (die artikel 17 worden).

De volgende redactie wordt voorgesteld; de gemachtigde ambtenaren zijn het hiermee eens :

"Artikel 17.-

Wanneer de aanslag wordt gevestigd op naam van de beide echtgenoten, worden de lasten die van het totale belastbare netto-inkomen van de beide echtgenoten aftrekbaar zijn, met uitzondering van die welke bedoeld worden in de artikelen 71, § 1, 3°, en 72 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, evenredig aangerekend op het netto-inkomen van iedere echtgenoot.

De lasten waarvoor krachtens het eerste lid een uitzondering wordt gemaakt, worden vervolgens bij voorrang aangerekend op het inkomen van de belastingplichtige die ze heeft gedragen. Het eventuele saldo wordt aangerekend op het inkomen van zijn echtgenoot".

Artikel 18.

De volgende redactie wordt voorgesteld; de gemachtigde ambtenaren zijn het hiermee eens :

.../...

"Artikel 18.-

De belastingverminderingen voorgeschreven bij artikel 87ter, § 2, 1°, 3° en 7°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, worden berekend door op het verondersteld belastbaar inkomen dat als basis voor de berekening dient, de vrijstelling toe te passen waarin artikel 6, § 1, 1° of 2°, van deze wet voorziet, al naargelang het een alleenstaande of echtgenoten betreft. Bij die berekening wordt de vrijstelling waarin artikel 6, § 1, 2°, voorziet, slechts eenmaal toegepast".

Artikel 19.

Het slot van de tekst kan eenvoudiger als volgt worden geredigeerd : "... of de door hem gemachtigde ambtenaar ambtshalve ontheffing van overbelastingen te wijten aan niet-toepassing van artikel 6".

Artikel 21.

Deze bepaling zou nauwkeuriger kunnen worden geredigeerd. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De jaarlijkse taks op de winstdeelnemingen, bedoeld in artikel 183bis van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen is, voor de vaststelling van het belastbaar inkomen, slechts aftrekbaar tot een beloop van 50 pct.".

.../...

Artikel 22.

Artikel 22 verwijst voor de omschrijving van de bedrijfsuitgaven en -lasten met betrekking tot het gebruik van personenauto's, auto's voor dubbel gebruik en minibussen niet naar een bijzondere bepaling en evenmin naar het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende regeling nopens de inschrijving van motorvoertuigen, doch naar "de reglementering" inzake inschrijving van motorvoertuigen. Die verwijzing brengt mede dat aan de Koning de mogelijkheid wordt gegeven om de omvang van de bedrijfsuitgaven en -lasten die in aanmerking kunnen worden genomen, op indirecte wijze te wijzigen. Die machtiging is niet verenigbaar met de grondwettelijke beginselen ter zake. Er zou rechtstreeks moeten worden verwezen naar het voormelde koninklijk besluit van 31 december 1953 en naar de begripsbepalingen die het bevat. Die aldus verduidelijkte verwijzing zal tot gevolg hebben dat de in voormeld koninklijk besluit vervatte begripsbepalingen van toepassing zullen zijn en dat eventuele wijzigingen van dat besluit er geen invloed op zullen kunnen hebben.

Artikel 27.

In de ontwerp-tekst is sprake van de "betrokken inkomsten", ofschoon die inkomsten niet eerder zijn vermeld.

.../...

Er zou dan ook moeten worden geschreven :

"... (bij voorrang) verrekend op de belasting verschuldigd door de verkrijger van de inkomsten waaraan dat belastingkrediet verbonden is, en het eventuele saldo op de belasting verschuldigd door zijn echtgenoot".

Artikel 31.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De roerende voorheffing is ten name van de verkrijgers van in artikel 11bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde inkomsten en van inkomsten van obligaties, kasbons en andere gelijkaardige effecten verrekenbaar in verhouding tot de tijd dat zij de effecten bezitten".

Artikel 32.

In paragraaf 2 wekt het gebruik van het bepaald lidwoord en het ontbreken van enige nadere bepaling de indruk dat het hier gaat om dezelfde wederbelegging als in paragraaf 1, namelijk die welke bedoeld is in artikel 35, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

De memorie van toelichting geeft aan de bepaling echter een ruimere strekking.

.../...

Er zou dan ook moeten worden geschreven :

"Indien een wederbelegging voor vrijstelling van meerwaarden geschiedt in aandelen, moet het gaan om aandelen van vennootschappen of van andere rechtspersonen bedoeld in de artikelen 98, 100 en 102 van dat Wetboek".

Paragraaf 3.

Aan het slot van de paragraaf schrijve men in de Franse tekst "constitués" in plaats van "constituées".

Artikel 34.

Paragraaf 1, 6°, voorziet in de opheffing van artikel 54. Het 4° van dat artikel wordt opgeheven zonder dat een andere tekst ervoor in de plaats komt.

Naar aan de Raad van State is verklaard, ligt de reden van de opheffing van die bepaling hierin dat ze in de praktijk niet wordt toegepast.

Artikel 35.

1. Artikel 35 van het ontwerp staat de administratie der directe belastingen toe het identificatienummer van de in het Rijksregister ingeschreven natuurlijke personen te gebruiken in de externe betrekkingen met de natuur-

.../...

lijke personen of rechtspersonen en de feitelijke verenigingen die ertoe gehouden zijn informatie te verstrekken omtrent de houder van dat identificatienummer, in het kader van de verplichtingen welke hun zijn opgelegd door een wets- of reglementsbepaling betreffende de inkomstenbelastingen.

Met deze bepaling kunnen in hoofdzaak beoogd worden de werkgevers en elke instelling, onderneming of vennootschap die commissieloon, makelaarsloon, geldelijke voordelen in diverse vormen alsook wedden en salarissen toekent. Maar zij maakt het ook mogelijk het nummer van het Rijksregister met onverschillig welke persoon te gebruiken, aangezien artikel 228 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen de administratie machtigt om van natuurlijke of rechtspersonen, alsook van vennootschappen en verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid alle inlichtingen te vorderen die zij nodig acht om de juiste heffing van de belasting te verzekeren.

Het advies van de raadgevende commissie voor de bescherming van het privé-leven, ingesteld bij artikel 12 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, is door de Minister gevraagd op 22 augustus 1988.

De Raad van State, die niet over dat advies beschikt en voorbehoud maakt voor de wijzigingen die als gevolg van die adviesaanvraag in het ontwerp zouden kunnen worden aangebracht, moet zich bepalen tot de constatering dat het ontwerp het identificatienummer een ruimere bekendheid wil geven, terwijl bij de wet van 8 augustus 1983 de bedoeling heeft voorgezeten dat het bewuste nummer slechts op beperkte schaal zou worden gebruikt.

In verband met paragraaf 6 zij er bovendien op gewezen dat de Minister van Financiën in zijn eerdergenoemde adviesaanvraag weliswaar verzekert dat de "in uitzicht gestelde maatregel aansluit bij wat ter zake van sociale zekerheid tot stand is gebracht", maar dat het ontwerp de administratie van de directe belastingen ruimere bevoegdheden verleent dan die welke aan de instellingen voor sociale zekerheid zijn toegekend, met name wanneer die administratie inlichtingen vraagt aan andere personen dan werkgevers.

2. In paragraaf 5 vervange men de woorden "worden gelijkgesteld met" door het woord "vormen" en het woord "gesanctioneerd" door de woorden "kunnen worden gestraft".

Artikel 37.

De tekst van paragraaf 1, 1°, zou duidelijker zijn indien hij als volgt werd geredigeerd :

"1° met betrekking tot de artikelen 1 tot 5, artikel 6, § 1, 1°, 2° en 3°, eerste en tweede lid, 4° en 5°, § 2 tot § 6, de artikelen 7, 9 tot 12, 13, § 1, § 2, a, § 3 en § 4, de artikelen 14 tot 20, 22 tot 30 en 32 tot 34, met ingang van het aanslagjaar 1990;".

De paragrafen 2 tot 5 zouden een afzonderlijk artikel moeten vormen met als opschrift : "Overgangsbepalingen".

.../...

Artikel 38.

In de Franse tekst van paragraaf 1, derde, vierde en vijfde lid, moet het woord "ratification" worden vervangen door het woord "confirmation".

Bovendien is in het derde lid de nadere bepaling "indien zij vergaderd zijn, zoniet bij het begin van hun eerstkomende zitting" overbodig.

Artikel 40.

Het ontworpen artikel 183decies, tweede lid, stelt voor de terugbetaling een termijn vast van twee jaar te rekenen van de dag waarop de vordering ontstaan is. Dezelfde bepaling machtigt de Koning echter om, binnen de genoemde tijdslimiet, de termijn te bepalen "binnen welke de terugbetaling moet worden gevraagd". Daaruit volgt dat de door de wetgever bepaalde termijn door de Regering naar believen zal kunnen worden verkort. Een zo ruime machtiging zou de bepaling iedere betekenis kunnen ontnemen.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. MARTENS, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.